



## IDENTIFICATION DU POSTE

DIRECTION OU SERVICE (sigle) : **DG TRESOR**INTITULE DU POSTE : *Adjoint(e) au chef de bureau chargé(e) de la préparation de l'évaluation de la France par le GAFI*CATEGORIE (OU CORPS/GRADE) : **A OU APA**

EMPLOI DE CHEF DE MISSION

GROUPE DE FONCTIONS<sup>1</sup> : **3/2**FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S)<sup>2</sup>

Réglementation et affaires juridiques ; Lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme ; Développement économique

INTITULE DU (DES) METIER(S)<sup>2</sup>

DOMAINE D'ACTIVITE (POUR LES FAMILLES PILOTAGE-MANAGEMENT ET AIDE AU PILOTAGE)

Conseiller(ère) négociateur(trice) Europe/International / Rédacteur(trice) juridique ; Consultant(e) juridique

## CONTEXTE DU RECRUTEMENT

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, préparation et conduite de l'évaluation de la France par le GAFI, qui se déroulera sur l'automne 2019, l'année 2020 jusqu'en février 2021, date de la plénière. Création de poste

DUREE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE

durée minimale : 18 mois

durée maximale : 4 ans

## LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GEOGRAPHIQUE

Direction ou service : Direction générale du Trésor

Sous-direction : Politique commerciale et investissement (MULTICOM)

Bureau et secteur : Lutte contre la criminalité financière et sanctions internationales (MULTICOM3)

Adresse : 139 rue de Bercy - 75012 Paris

Informations complémentaires : Métro (1 - 6 - 14) - RER (A - D) - Parking - Restaurant administratif

## LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT

## DESCRIPTION DU SERVICE : MISSIONS, ORGANISATION, NOMBRE D'AGENTS

Le bureau MULTICOM3 est composé de deux pôles : la lutte contre la criminalité financière et les sanctions.

En matière de criminalité financière, le bureau MULTICOM3 suit la politique internationale et européenne de lutte contre le crime dans ses aspects financiers, en particulier la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT). Il prépare la législation et la réglementation relatives à ces questions. A ce titre, il dirige la délégation française au GAFI, en charge au niveau international de la rédaction de standards et recommandations dans ce domaine. Le Bureau Multicom 3 participe ainsi à la coordination interministérielle sur les sujets de LCB-FT en assurant le secrétariat du COLB (Comité d'organisation de la lutte interministérielle), qui réunit l'ensemble des administrations en charge (Tracfin, DGT, Intérieur, Justice, et autorités de contrôle : ACPR, AMF, Douanes, DGCCRF, organismes d'auto-régulation, etc.) et entretien de nombreux contacts avec les professions assujetties.

## DESCRIPTION DU POSTE : MISSIONS, ATTRIBUTIONS ET ACTIVITES

**Intitulé du poste :** Responsable de l'évaluation de la France par le GAFI, en charge de la conformité aux standards du GAFI du dispositif législatif et réglementaire français de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

## Contexte du poste :

La France sera évaluée par le GAFI tout au long de l'année 2020 et jusqu'en février 2021. Il s'agira d'un poste à enjeu, mobilisant fortement tout le bureau MC3. En effet, la France est fortement impliquée au titre européen et international sur les questions de LCB-FT, et a constamment apporté son soutien au GAFI, à fort niveau politique (création du GAFI, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> directive anti-blanchiment en Europe ; « Conférence No Money for Terror »).

Ce projet mobilisera l'ensemble de l'appareil interministériel ainsi que les organismes professionnels représentant les assujettis (banques, assurances, chiffre et droit, jeux, etc.). Il représentera une priorité pour l'ensemble des administrations en charge de la LCB-FT, et en particulier pour la Direction Générale du Trésor qui dirige la délégation au GAFI. En effet, en tant que responsable de la délégation française au GAFI, la DG Trésor sera amenée à participer au pilotage de cette évaluation, aux côtés du Président du COLB, missionné à cet effet. Une *task force* interministérielle chargée à temps plein de la coordination et du pilotage de cette évaluation a été créée par Maignon, à laquelle participera le/la titulaire du poste.

## Missions

**Date de mise à jour :** 05/06/2019

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».



Le (/La) titulaire du poste aura pour mission :

- d'être l'un des deux membres désignés par la DG Trésor au sein de la task force interministérielle créée pour mener l'évaluation mutuelle de la France par le GAFI (le deuxième membre de la *task force* sera le binôme du / de la titulaire du poste. Tous deux seront pleinement en charge de l'évaluation de la France par le GAFI au sein du Trésor) ;
- de participer et d'assurer, pour la DG Trésor l'ensemble des étapes de l'évaluation de la France par le GAFI.

**Il s'agit d'un poste à enjeu particulièrement important au sein de la DG Trésor, sur un projet stratégique, qui fonctionnera en mode projet, orienté vers le national et l'international, avec une composante politique et une composante technique.**

En particulier, les missions seront articulées autour des étapes suivantes :

- de septembre 2019 à janvier 2020 : la rédaction et préparation du dossier d'évaluation au titre de la conformité du cadre français de LCB-FT aux standards du GAFI, placé sous sa pleine responsabilité ;
- de février 2020 à mars 2020 : en lien avec son binôme, la contribution à la finalisation du dossier d'évaluation au titre de l'effectivité et de l'efficacité du dispositif. Ce document a représenté chez les Britanniques un support de 1000 pages, dont la cohérence et le narratif ont été particulièrement appréciés des évaluateurs ;
- d'avril à juin 2020 : la coordination de la préparation des commentaires sur le projet d'annexe relative à la conformité du dispositif français, qui sera transmis par les évaluateurs et l'organisation de la visite sur place en lien avec le secrétariat du GAFI ;
- à l'été 2020 : en lien avec son binôme la préparation et la conduite de l'évaluation sur place menée par le GAFI (6 évaluateurs, présents pendant trois semaines), et son anticipation avec les administrations et institutions concernées pour délivrer le narratif de l'équipe France.
- de septembre à janvier 2021 : contradictoire avec les évaluateurs et organisation d'argumentaires (écrits et oraux) en vue de la plénière, contacts avec les délégations du GAFI en vue de la plénière.
- février 2021 : séance d'évaluation formelle, en plénière du GAFI (réponse en séance, devant les 37 pays Membres).

Articulation des deux binômes : les deux membres de la *task force* devront travailler en équipe, au sein du bureau et avec les administrations en charge. Ils assureront tous les deux la pleine et entière préparation de l'évaluation de la France par le GAFI. Le/La titulaire du poste sera pleinement en charge de la rédaction des parties juridiques de présentation du rapport de conformité de la France aux standards GAFI, tandis que le binôme sera davantage en charge du volet effectivité et de l'interaction avec les administrations.

### Profil recherché

Le/La titulaire du poste devra montrer sa capacité à coordonner et à travailler en équipe et en mode projet, avec un rayonnement au sein de l'appareil d'Etat important. Il devra également, pour la préparation du dossier d'auto-évaluation du GAFI faire preuve d'une grande rigueur, d'une appétence pour les sujets techniques, juridiques et économiques, d'une force de conviction et d'argumentation (à l'écrit comme à l'oral) importante, et du sens de la négociation avec les délégations étrangères. Même si l'évaluation se déroulera en français, une bonne maîtrise de l'anglais est demandée car le titulaire sera amené à entrer en contact avec d'autres délégations lors de la préparation de la plénière et consultation des documents GAFI.

Chaque agent de la DG Trésor doit partager les valeurs qui l'animent : l'engagement, l'ouverture, l'esprit d'équipe et la loyauté

**Date de prise de fonction envisagée** : 1<sup>er</sup> septembre 2019

### PRINCIPALES ACTIVITES

X Pilotage	X Rédaction	X Conseil	X Gestion de procédures	Secrétariat
Encadrement	Études, recherches	X Animation	X Contrôle, vérification	Information, accueil
X Coordination	Veille	X Conception	Saisie informatique	Classement, archivage

Autres (préciser) :

### EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITES RECEMMENT / QUELQUES DOSSIERS A VENIR

Rédaction de l'Analyse Nationale des Risques, Evaluation de la France par le GAFI : rédaction du dossier de conformité de la France, des fiches d'argumentaires, du dossier d'effectivité.

### RELATIONS FONCTIONNELLES AVEC :

X les autres services de la direction	les services déconcentrés	X d'autres ministères
X les agents du ministère	X les cabinets ministériels	X des organismes étrangers
X les autres directions	X le secteur privé	des établissements publics

Principaux interlocuteurs : GAFI, Délégations internationales au GAFI. En interne DGT (FINENT 1 et BANCFIN 4) Extérieur : COLB, TRACFIN, ACPR, AMF, JUSTICE (DACG DACS), INTERIEUR, DGDDI, INTERIEUR, secteur privé

### CONDITIONS PARTICULIERES D'EXERCICE

Bureau en espace ouvert partagé avec 4 autres agents de catégorie A (dont le binôme)

Déplacements à l'OCDE (Paris) et à l'étranger une fois par an lors de la plénière.

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».



## LES COMPETENCES MISES EN ŒUVRE SUR LE POSTE

Pour les compétences, en plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'État (RIME) peut également être utilisé (<http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-emploi-public-1>). Quelques exemples sont mentionnés dans les listes déroulantes ci-dessous.

SAVOIRS <sup>2</sup>	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Connaissances juridiques, techniques et économiques	niveau maîtrise	requis immédiatement
Expertise en droit bancaire ou LAB-FT est un plus	niveau maîtrise	requis immédiatement
Anglais	niveau maîtrise	requis immédiatement
SAVOIR-FAIRE <sup>2</sup>	NIVEAU DE COMPETENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Capacités rédactionnelles	niveau maîtrise	requis immédiatement
Capacités de négociation et de conviction	niveau maîtrise	requis immédiatement
Capacités d'analyse et de synthèse	niveau maîtrise	requis immédiatement
SAVOIR-ETRE <sup>2</sup>	*- <i>Initiation</i> : connaissances élémentaires, notions, capacité à faire mais en étant tutoré - <i>Pratique</i> : connaissances générales, capacité à traiter de façon autonome les situations courantes - <i>Maîtrise</i> : connaissances approfondies, capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles - <i>Expertise</i> : domine le sujet, voire est capable de le faire évoluer, capacité à former et/ou d'être tuteur	
Sens de l'initiative		
Réactivité / Savoir faire face aux urgences		
Aptitude au travail en équipe / Sens relationnel / Disponibilité		

## INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### VOS CONTACTS RH (nom, prénom, fonction, téléphone, adresse électronique)

Merci d'adresser votre CV en français et lettre de motivation à [recrutement.centrale@dgtresor.gouv.fr](mailto:recrutement.centrale@dgtresor.gouv.fr)

Référence obligatoire à rappeler sur le mël : MULTICOM3/création

**Date de mise à jour** : 05/06/2019

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».